

## Entretien « Conférence des Présidents » – « Mission pour la formation continue »

Paris, le 5 mai 2010

Compte rendu présenté par PA BUCHER

La conférence a été reçue à sa demande par le groupe de travail de l'IGEN qui, sous la houlette de M Alain Henriet, Inspecteur Général d'économie et gestion, est chargé **d'évaluer, dans le cadre de l'évaluation des politiques éducatives, la politique de formation continue des enseignants du 1<sup>er</sup> et second degré**. M Alain Henriet en préalable nous a présenté cette mission et sa mise en perspective.

De 1998 à 2010, s'est mise en place une mission d'information sur le transfert de la prise en charge de la formation continue des MAFPEN vers les IUFM et, en particulier, sur la mise en place de la formation répondant aux nouvelles missions des personnels enseignants en 1999-2000.

Le groupe, constitué de 11 membres dont 6 IGEN (physique-chimie : biotechnologies, santé, environnement ANPBSE, , histoire-géo, EPS, économie et gestion, sciences économiques, enseignement primaire) travaille sur 2 axes :

- la rencontre avec les administrations (gestion et organisation des moyens), les institutions impliquées dans la formation continue (ex le CNED) et les associations et mouvements représentatifs (associations de profs, syndicats) ;
- et la rencontre sur le terrain dans 6 académies ciblées d'enseignants et de formateurs.

C'est donc dans ce cadre que la conférence est reçue pour exposer le point de vue des associations de spécialistes sur l'évolution de la formation continue en offre et en contenu, ainsi que leurs attentes en termes de modalité, d'organisation et d'objectifs.

R. Vignest pour l'APL (Association des Professeurs de Lettres) regrette que la formation continue actuelle soit trop centrée sur la dimension didactique issue des sciences de l'éducation au détriment de la formation disciplinaire. Dans le cadre de l'intégration des IUFM dans l'université, cette dimension devrait être privilégiée car elle favoriserait le renforcement du lien entre la formation et la recherche et devrait permettre aux professeurs du secondaire de poursuivre des recherches dans le champ académique. Il conviendrait pour cela de permettre des aménagements d'emplois du temps, comme la possibilité d'un partage de service entre secondaire et supérieur, de favoriser l'octroi de congés de formation pour les collègues ainsi que la prise en compte de leurs activités dans la promotion.

Sur la question de la participation de son association à la formation, R Vignest fait part des difficultés d'organisation, des obstacles pouvant venir de l'institution elle-même, même si le ministère accorde des subventions pour la publication des actes de colloques organisés par l'association.

MJ Ayad, pour l'ANPBSE, insiste sur la place prépondérante du congrès de l'association qui se déroule sur plusieurs jours et constitue une occasion privilégiée de formation, ce dont témoigne le nombre des participants (entre 60 et 100 personnes). En général, un thème est choisi correspondant aux caractéristiques de la région où se tient le congrès et l'offre est très diversifiée en fonction des thèmes et des intervenants. Ces congrès annuels bénéficient de subventions de l'INRS et leur compte rendu est publié dans la revue de l'association. Concernant la formation proposée par l'institution dans le cadre de l'évolution des

programmes, MJ Ayad regrette que celle-ci n'ait pas lieu avant la mise en place des nouveaux objectifs et de leurs modalités d'évaluation.

PA Bucher pour l'APCEG constate un excès de formations sur les nouveaux programmes par rapport à la formation disciplinaire ; outre un certain manque d'information sur la diffusion des stages, il regrette qu'il y ait beaucoup de formateurs peu adaptés et que trop peu de collègues soient élus pour participer aux formations (question des quotas). C'est pourquoi il serait souhaitable d'ouvrir plus de stages sur la formation disciplinaire, de rechercher des formateurs mieux formés, de programmer des stages de conduite de classe (très important par rapport au public de l'enseignement technologique) et de favoriser l'accès aux congés de formation pour les collègues ; en particulier des stages de 3 à 6 mois en entreprise nécessaires pour renforcer la pertinence de leur enseignement, mais aussi des congés pour préparation aux concours internes (ce dernier point est une demande de toutes les associations). A la question d'A Henriot sur la part du pédagogique dans le travail des associations et dans leur publication, PA Bucher fait état de la constitution d'outils pédagogiques élaborés dans un cadre de mutualisation et de l'organisation des Journées Pédagogiques qui réunissent, chaque année, entre 50 et 80 adhérents.

Pour la CNARELA, Association des Professeurs de Langues Anciennes, S Pedroarena explique le rôle essentiellement coordinateur de son association dans la mutualisation des informations, en particulier par le biais des bulletins régionaux. Quant à la formation proprement dite le bilan est contrasté suivant les académies et les relations que l'association entretient avec l'institution. Il conviendrait de réduire dans la formation proposée par l'institution la part excessive du pédagogique au profit du disciplinaire et de proposer aux collègues une formation substantielle en histoire des arts.

N Lemas s'exprime pour l'APHG (Association des Professeurs d'Histoire et Géographie) en rappelant d'abord l'importance numérique de son association (entre 6 et 8 000 adhérents). Il fait état des journées d'études organisées par l'APHG sur le plan national et régional et des difficultés rencontrées à cause de la réticence de certains rectorats dans l'octroi des ordres de mission, la question du remplacement des cours étant diversement considérée. La formation continue est indispensable dans le souci de renouvellement du savoir inhérent à l'exercice du métier d'enseignant et de ce fait l'importance accordée à la formation technique (TICE) dans l'offre institutionnelle de formation est inadaptée. Il conviendrait de renforcer l'offre dans la perspective de la préparation des concours internes et de la mise en place de la réforme du lycée, en particulier sur les enseignements d'exploration, ainsi que les nouveaux programmes des collèges.

Pour G Molina de l'UPBM (Union des Professeurs de Physiologie, Biochimie, Microbiologie), la formation continue a pour fonction essentielle la mise à jour des connaissances dans une discipline où les contenus sont en évolution rapide et constante. L'UPBM organise un congrès annuel sur 3 jours qui réunit 2 à 300 participants avec des conférenciers parfois de premier plan (J Testart) sponsorisé par des entreprises fournisseurs de matériel (expériences). L'Upbm dispose d'une liste de diffusion assez active où les collègues peuvent échanger et mutualiser leurs connaissances. Quant aux attentes elles concernent essentiellement le souhait de pouvoir se ressourcer sur le plan disciplinaire. Une meilleure offre et organisation serait souhaitable de façon à ce que les collègues ne s'auto censurent pas à cause d'absences qu'ils jugent préjudiciables à leurs élèves. Il manque aussi d'offre de formation en vue de la promotion.

S Perrier pour l'APPEP (Association des Professeurs de Philosophie de l'Enseignement Public) s'inquiète de l'accroissement des refus opposés aux collègues dans leur demande de formation et de la pauvreté (et de l'inadaptation) de certaines formations tant au niveau de leur contenu que de la qualité des formateurs et de la pertinence de leurs méthodes.